

Pourquoi faut-il investir dans l'enseignement ?

par Nico Hirtt

"Refinancer" l'enseignement ? Sans doute. Mais à quoi bon ? Après tout, la fonction première de l'école n'est pas d'engloutir du budget, mais d'instruire la jeunesse. La réalisation des objectifs éducatifs nécessite-t-elle réellement qu'on y consacre davantage de moyens financiers ? Ne pourrait-on se contenter de mieux utiliser les moyens existants ? Notre conviction est que le refinancement est essentiel pour une et une seule raison : rendre l'école plus démocratique. Faut-il refinancer l'enseignement ? La question se ramène d'abord à cette autre interrogation, plus fondamentale : à quoi sert l'école ? Dans la mythologie de la pensée dominante, l'enseignement remplit essentiellement trois fonctions : une fonction économique, une fonction sociale et une fonction politique. D'abord, l'école doit former des jeunes capables de s'insérer dans la vie professionnelle en distribuant qualifications et employabilité. Ensuite, l'école doit égaliser les chances et offrir à chacun la possibilité d'une 'émancipation sociale'. Enfin, l'école doit éduquer des citoyens conscients, actifs, attachés aux institutions démocratiques de leur pays. Voilà pour l'idéologie officielle. La réalité, elle, est bien éloignée de ce discours.

Démystifier l'école

Primo. L'école assure certes l'employabilité, mais celle-ci ne garantit nullement l'emploi. En répondant au mieux aux attentes du marché de l'emploi, l'enseignement sert exclusivement les intérêts économiques du patronat, en lui fournissant une main-d'œuvre nombreuse, peu coûteuse et directement exploitable. Mais cela ne crée évidemment pas un seul emploi supplémentaire. La distribution des compétences et des connaissances détermine bien qui accède à quel emploi, mais n'influe nullement sur le volume global de l'emploi disponible. Il est bon de ne pas l'oublier quand on veut nous faire prendre des initiatives de formation pour des solutions au problème du chômage.

Secundo. L'école n'égalise pas les chances, elle contribue au contraire à reproduire les inégalités sociales existantes. Elle envoie massivement les enfants des classes populaires dans les filières générales et techniques et réserve de facto les options élitistes de l'enseignement général aux fils et filles de la bourgeoisie. Pire même : par son discours sur les 'chances égales', le système éducatif contribue à faire accepter, par les parias de demain, l'idée qu'ils ne doivent leur destin social qu'à leur propre incapacité à réussir à l'école. Puisque les chances sont égales au départ, celui qui 'n'arrive' pas ne doit s'en prendre qu'à lui-même.

Tertio. Inculquer aux jeunes l'idée que nos sociétés sont fondées sur la démocratie et le respect des Droits de l'Homme n'a que l'apparence d'une intention généreuse. Car le message est terriblement mensonger. Peut-on dire à un jeune qu'il vit dans une société démocratique quand il voit son père licencié sur décision arbitraire d'un patron en quête de rationalisation ? Peut-on vanter notre respect des droits de l'homme quand les candidats réfugiés sont parqués dans des camps de concentration et maltraités, voire assassinés, lors de leur renvoi forcé ? Peut-on parler d' 'égalité' ou de 'justice' lorsque quelques pays riches, dont le nôtre, s'arrogent le droit d'imposer leur loi et leur domination aux autres ? Quand le vol d'une motocyclette est plus sévèrement puni qu'une fraude fiscale de plusieurs millions de francs ? Quand le luxe arrogant de quelques-uns est si visiblement bâti sur la misère de milliers d'autres ? A vrai dire, les jeunes d'origine populaire n'ont nullement le sentiment de vivre dans cette société idéale. Sans doute est-ce aussi cela que certains d'entre eux expriment - maladroitement peut-être - par des actes de violence. A force de leur répéter que c'est ça la démocratie, on ne fait évidemment que les jeter dans les bras des fascistes ou des intégristes de tous bords qui leur crient sans cesse : à bas la démocratie !

Apprendre pour changer le monde

Si l'école doit servir - via la production de main d'œuvre, la sélection sociale ou l'endoctrinement idéologique - à maintenir en place ou à reproduire des rapports sociaux profondément injustes, alors effectivement, à quoi bon l'école ?

Mais pour celui qui situe son action et son enseignement dans le projet de transformer ces rapports sociaux, l'instruction prend un sens totalement différent. Dans une vision résolument

progressiste, l'école acquiert une mission cruciale : apporter aux jeunes les savoirs et les compétences qui leur permettront de comprendre le monde où ils vivent et de participer à sa transformation. Que tous apprennent l'histoire, la géographie, l'économie, pour comprendre comment fonctionne notre société et comment on en est arrivé là ! Que tous maîtrisent les sciences et les techniques pour savoir les merveilles que promet le génie humain, mais aussi les dangers qu'il recèle ! Qu'ils apprennent la rigueur du raisonnement mathématique et la preuve de l'expérience scientifique ! Que tous sachent lire, écrire, formaliser, structurer, planifier et, pourquoi pas, 'surfer' intelligemment sur Internet ! Que tous sachent utiliser les multiples formes de communication et d'art pour discuter, argumenter et diffuser leurs idées ! Qu'ils acquièrent l'intelligence de briser les préjugés et l'ambition de révolutionner le monde ! Tel est le projet de l'école démocratique, de l'école progressiste, d'une école qui ait du sens à l'aube du XXIème siècle.

Mais l'école n'est pas démocratique. Elle l'est même de moins en moins. Les savoirs sont méprisés et font place aux compétences que réclame l'employabilité de travailleurs flexibles. La sélection sociale, l'inégalité des chances à l'école, loin de décroître se trouve renforcée par les politiques d'austérité budgétaire et par les politiques visant à adapter l'orientation aux besoins économiques. Cette sélection sociale constitue même, aujourd'hui, le principal obstacle au rôle progressiste de l'école tel que je l'ai défini plus haut. A quoi bon réclamer une vaste formation générale pour tous si, à 12 ou 14 ans, on doit constater que 50% des jeunes - et précisément ceux qu'il s'agit prioritairement d'instruire : les futurs ouvriers, les futurs exploités - en sont dégoûtés. Ils ne veulent plus de ces cours-là, ils n'y comprennent rien et cela leur semble totalement inutile.

Les mécanismes de la sélection sociale

Pourquoi donc certains comprennent-ils et d'autres pas ? Pourquoi certains sont-ils intéressés, motivés et d'autres pas ? Pourquoi ceux qui comprennent et sont motivés proviennent-ils souvent de familles aisées, bourgeoises ou petites-bourgeoises ? Et pourquoi les autres, ceux dont on dit en conseil de classe qu'ils ont 'atteint leurs limites', qu'ils 'ne s'intéressent à rien', pourquoi ceux-là viennent-ils surtout de familles populaires ?

Toutes les enquêtes relatives à l'inégalité sociale à l'école (entre autres celle que J.P. Kerckhofs et moi-même avons menée en Hainaut) ont mis en évidence les résultats scolaires tout à fait remarquables des enfants d'enseignants. Pourquoi un fils ou une fille de prof réussissent-ils mieux que les rejetons d'un ouvrier, d'un employé et même, légèrement mais significativement, mieux que les enfants d'un cadre supérieur ou d'un médecin ? Il semble que le secret de leur succès tienne en deux points.

Premièrement, le parent-professeur inculque à ses enfants - sans doute parfois jusqu'à l'excès - l'importance de l'école et des savoirs. L'homme n'est rien sans une bibliothèque et des diplômes : ce message, l'enfant l'a appris presque au berceau. Ce rapport au savoir et à l'école, cette valorisation du savoir pour le savoir et de l'école 'pour apprendre' (pas pour apprendre un métier mais pour apprendre, simplement), cette glorification de l'intelligence scolaire n'est pas sans effet. Elle constitue une profonde motivation que viennent soutenir des résultats souvent positifs. Deuxièmement, l'enfant de prof trouve à la maison un véritable précepteur privé. Ses parents ont la disponibilité horaire, le savoir et l'expérience qui leur permettent d'intervenir efficacement pour redresser une situation tangente. Ils connaissent les 'règles du jeu' scolaire ; ils savent par exemple maîtriser la subtile dialectique du rapport aux 'cotes' (ou comment expliquer à son enfant qu' 'il ne faut pas étudier pour les points', tout en surveillant ceux-ci de très près...). Bref, ils apportent à leurs enfants ce qui manque si terriblement aux autres : un encadrement personnalisé, une aide individualisée, attentive, compétente et permanente.

Dans les mécanismes de l'inégalité sociale à l'école, ces deux aspects sont à mon sens également importants : la motivation et l'encadrement.

Agir sur la motivation : un choix personnel

Nous ne pouvons agir sur la motivation que par le discours que nous, enseignants, osons tenir aux jeunes qu'on nous confie. On en revient alors aux missions de l'école. Si nous leur parlons d'employabilité, nous leur mentons et ils le savent. Si je dis à un élève : travaille pour avoir une

chance de décrocher un emploi, je lui dis en réalité : essaie de faire mieux que ton voisin, sinon c'est lui qui aura le job. Si nous leur parlons de démocratie, ce n'est guère plus convainquant, on l'a vu. Pour remotiver les enfants d'origine populaire, ces gosses souvent violents que l'école dégoûte et qui nous le font bien sentir, je ne vois qu'une issue. C'est de leur montrer que l'école peut les aider à réaliser ce dont ils ont réellement besoin, ce dont ils ont profondément envie : 'tout f... en l'air'. Mais efficacement et intelligemment ! 'Oui, tu as raison de cracher ta haine de ce monde désolant. Mais tu as tort de te croire trop idiot pour imaginer mieux, pour bâtir autre chose. Ou plutôt, tu n'es idiot que parce que tu ne sais rien. Prends la peine d'apprendre, étudie, instruis-toi, lis beaucoup, suis tes cours, même chez les profs que tu détestes. Et plus tu progresseras, plus tu te sentiras capable de faire mieux, d'être plus efficace que de casser un carreau ou de crever les pneus du directeur. Mais surtout n'oublie jamais que tu n'es pas là pour t'en sortir seul, pour 'réussir' dans ce monde, pour 'arriver'. Si je t'instruis, si je prends la peine de te parler et de t'écouter, c'est parce que je compte sur toi pour qu'on s'en sorte tous. Ensemble'. C'est un discours difficile à tenir, surtout sans démagogie, sans concessions. Ici, disons le clairement, le refinancement de l'enseignement ne peut rien faire ou pas grand chose. Cela ne dépend que de notre choix et de notre courage. C'est d'ailleurs un discours qui ne se tient pas qu'avec des paroles : il s'agit tout autant, dans les actes quotidiens de notre enseignement, dans le choix d'un exemple, dans la façon d'interpréter ou de compléter un programme, dans l'initiative d'une visite extrascolaire et même dans l'exemple que nous donnons aux élèves de notre propre engagement, il s'agit de mettre constamment en avant le sens social du savoir, sa force révolutionnaire.

La place du refinancement

Mais la meilleure motivation ne peut résister à l'accumulation d'échecs scolaires. Pour éviter ces échecs, pour garantir que chaque élève suive, il n'y a que deux solutions : soit on abaisse les exigences (moins de matière, moins de devoirs, moins de leçons...) soit on permet à chacun de disposer de l'encadrement individualisé dont seuls quelques-uns jouissent aujourd'hui à la maison. La première solution n'en est pas une. Elle pousse les parents qui en ont les moyens à rechercher, hors de l'école, de quoi compenser ce qu'ils perçoivent à juste titre comme une 'baisse de niveau'. Cela ne fera donc qu'aggraver le fossé scolaire entre les enfants d'origines sociales inégales en poussant à la privatisation de l'enseignement.

Il faut donc augmenter et améliorer l'encadrement. Diminuer le nombre d'élèves dans les classes, surtout dans l'enseignement primaire ; prévoir du personnel qualifié pour assurer des guidances personnalisées en dehors des heures de cours ; faire réaliser les devoirs à l'école avec une aide individualisée ; permettre aux maîtres, professeurs et éducateurs d'avoir des temps de concertation, de préparation, de guidance et de recyclage ; améliorer la formation des enseignants ; assurer une véritable gratuité pour les fournitures scolaires et les activités hors cours ; organiser des activités gratuites durant les vacances : stages, voyages, sports... ; doter tous les établissements du matériel didactique nécessaire, d'une bibliothèque, de locaux accueillants et de personnel d'entretien en nombre suffisant ; éviter les écoles mammoth.

Tout cela coûte cher. Une rapide estimation montre qu'il faudrait plus de 100 milliards de FB (2,5 milliards d'Euro) pour réaliser un tel programme en Belgique. C'est beaucoup, mais c'est une question de choix, car l'argent existe comme on le lira par ailleurs.

Que l'on compare les conditions d'enseignement d'un enfant de 8, 12 ou 14 ans avec les conditions de formation des cadres d'entreprises : groupes de 6 maximum, locaux luxueux, formateurs disposant de matériel et de temps... Alors qu'est-ce qui prime ? Former un vendeur de GSM ou apprendre l'histoire aux ouvriers de demain ?

Voilà précisément où se situe le choix.

[Extrait de Misère de l'école, livre noir de l'Aped sur le (dé)financement de l'enseignement, 1999]